

Newsletter n°19 (2020) : Il faut une Révolution pour trouver une solution.



Kalia Venereo (Dominio Cuba), Nunca Más, 2020.

Chers amis, Chères amies

Salutations du bureau de **Tricontinental: Institute for Social Research**.

Je vous concède déjà que c'est une lettre d'informations un peu rébarbative. On y parle de la dette. Il y a quelque chose de froid dans la manière dont nous parlons de la dette des nations les plus pauvres. Il n'y a rien de poétique là-dedans. Les nombres nous distancent, et leur signification choque.

A la mi-avril, dix-huits chefs de gouvernements d'Afrique et d'Europe **ont publiquement exhorté** la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, la Banque Africaine de Développement et la Nouvelle Banque de Développement, ainsi que d'autres institutions régionales, à annoncer un moratoire immédiat sur les paiements -bilatéraux et multilatéraux, publics et privés- de la dette jusqu'à ce que la pandémie soit passée." Entre temps, ces agences -et d'autres- ont été priées de "débloquer des fonds pour l'achat des produits de base et les équipements médicaux essentiels".

Le 30 avril, Abiy Ahmed, le Premier ministre éthiopien, **a écrit** que l'appel pour l'ajournement de la dette était insuffisant ; c'est l'annuler qui est nécessaire. En 2019, soixante-quatre pays dans le monde (la moitié d'entre eux sur le continent africain), étonnamment, **ont dépensé** plus d'argent à rembourser leur dette extérieure qu'au soin médical ; les gouvernements, dans 121 pays au revenu le plus bas et moyen ont dépensé 10,7% de leur revenu pour la santé publique, tandis qu'ils en ont versé 12,2% pour le paiement de la dette extérieure. L'Éthiopie, a écrit Ahmed, "dépense deux fois plus pour payer sa dette que pour la santé". L'année passée, le FMI **a déclaré** que l'Éthiopie comptait parmi les 5 croissances économiques les plus rapides au monde ; ce ne sera plus le cas, en raison de l'impact du nouveau coronavirus. L'Éthiopie, Ahmed a remarqué, va tomber dans une récession qu'on peut qualifier de récession de coronavirus.

En mars dernier, le FMI **a annoncé** qu'il allait mettre à disposition un nouveau dispositif de 1 trillion de dollars pour empêcher les familles de tomber dans une récession de coronavirus (sous la pression du Trésor Américain, le FMI **a exclu** le Venezuela de ce plan). En très peu de temps, plus d'une centaine de pays ont fait appel au FMI pour une aide. Le FMI et le G20 ont, dès lors, soit annulé le paiement de la dette pour les 6 prochains mois ou gelé la dette pour le reste de l'année 2020. Le G20 **a déclaré** qu'un total de 32 billions de dollars de paiement de la dette à des créanciers, privés, officiels et multilatéraux seraient suspendus dans 76 pays. Actuellement, et à titre comparatif, la **dette** des pays en développement dépasse les 8 trillions de dollars. L'absence d'autorité contrôlant la dette internationale signifie que ces initiatives sont insuffisantes. Les créanciers privés ne sont pas tenus de suivre ces instructions à la lettre, ce qui implique que beaucoup des pays fortement endettés devront continuer à payer leur dette. On **parle** de la création d'un "établissement de crédit central" développé à l'intérieur de la Banque Mondiale, où les pays endettés pourraient déposer leur dette et laisser la Banque Mondiale s'arranger avec ses créanciers ; une fois la pandémie de coronavirus enrayée, la situation de la dette serait alors réévaluée.



Belén Marco Crespo, Who Sustains Life? 2020.

Bien plus ambitieuse est la **proposition** de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement de mettre en place une Autorité Internationale de la Dette des Pays en Voie de Développement. Cette instance aurait une fonction double : premièrement, celle de superviser tout moratoire temporaire sur les paiements de la dette, afin d'éviter des phénomènes tels que la récession du coronavirus ; deuxièmement, de réfléchir à la nécessité d'un allègement fondamental de la dette (y compris son annulation). La CNUCED a fait des propositions similaires en 1986, 1998, 2001 et 2015 ; chaque fois, les créanciers

puissants et les nations les plus riches ont rejeté cette idée. En 1985, le gouvernement cubain a accueilli la Conférence de la Dette de la Havane, où Fidel Castro a plaidé pour une grève de la dette du Tiers Monde, pour pousser les créanciers à négocier ; une très forte pression exercée sur les états les moins sûrs a saboté cette initiative. Ni la CNUCED ni la Conférence de la Dette de la Havane n'ont été capables de mettre ce programme en marche. Il revient aujourd'hui sur la table.

Le 16 avril, le secrétaire du Trésor Américain, Steven Mnuchin, a **affirmé** que les USA s'opposent à toutes ces mesures plus agressives. Le maximum que les Etats-Unis pourraient accepter serait "une suspension temporaire du paiement de la dette" au G20 et au Club de Paris (créanciers officiels), tandis que le Club de Londres (créanciers privés) pourraient faire comme bon leur semble, et sur la base du volontariat. Non seulement les USA ont-ils fait blocus à tout allègement temporaire, mais ils ont déclaré qu'ils n'autoriseraient aucune annulation sur le long terme. Si une dépression du coronavirus a lieu dans les pays du Sud, qu'il en soit ainsi.



Ezrena Marwan, Objects and labour, 2020.

Un des pays qui tomberont dans la dépression du coronavirus est la Jamaïque, où le ministre des Finances et du Service public, Nicel Clarke a **annoncé** que le “secteur du tourisme opère à présent au niveau zéro et que la perspective (prospect) et date de réouverture sont encore flous”. En novembre 2019, la Jamaïque a **terminé** de rembourser un prêt du FMI ; le chef de l’équipe du FMI, Uma Ramakrishnan, a **déclaré** que la Jamaïque était dans les starting blocks pour un brillant futur. Mes ces mots amicaux arrivent à la fin d’une terrible campagne sur l’île.

Christophe Simpson, à la présidence de **Jamaica Lands**, s’est adressé à Tricontinental: Institute for Social Research à propos de la dette et de la santé publique à la Jamaïque. Simpson met l’accent sur le fait que, à la Jamaïque, 90% de la population descend d’un peuple qui a été mis en esclavage, dont le travail a été volé par les Anglais. Lorsque le peuple a gagné sa liberté, l’échiquier britannique a compensé les propriétaires de plantations en réparation de la perte de leur “bien”; le prêt que le gouvernement britannique a fait pour payer les propriétaires de plantation n’a pas été remboursé avant 2015, lorsque le Premier ministre britannique David Cameron est venu à la Jamaïque pour annoncer que les réparations aux personnes qui avaient été mises en esclavage et leurs descendants n’auraient pas lieu et ne seraient pas débattues. Le colonialisme a fait de la Jamaïque un pays entièrement dépendant du tourisme, avec une souveraineté économique limitée.

“Nous sommes dans un cycle de dette sans fin”, a dit Simpson, “les institutions internationales telles que le FMI ont défini des conditions à l’argent qu’elles prêtent, pour que -par exemple- nous ne soyons pas autorisés à dépenser plus de 9% de notre PIB pour les salaires du secteur public”. La santé et l’éducation font face à des coupes budgétaires, ce qui signifie que les personnels, infirmier et enseignant, sont sous-payés. “Les personnels infirmier et enseignant sont attirés hors de la Jamaïque par des promesses de salaires plus élevés dans des pays tels que les Etats-Unis, le Canada et l’Angleterre. Ils bénéficient essentiellement de notre endettement”, Simpson a-t-il expliqué. La Jamaïque dispense une éducation primaire et secondaire gratuite, et avec la moitié du coût de l’éducation supérieure ; 80% des diplômés universitaires quittent le pays pour travailler à l’Étranger. La Jamaïque, qui a été dilapidée pendant des siècles, fournit à présent les secteurs de santé des états de l’Atlantique Nord.



Elean Thomas (1947-2004), une fondatrice du Parti Travailleur de la Jamaïque, dans son livre *Before They Can Speak of Flowers: Word Rhythms* (1988), a réfléchi à la façon dont souvent, on lui a demandé de ne pas interférer en politique, ou – comme elle l’exprime avec le malin jeu de mots jamaïcain – en *politrick*, qu’on pourrait approximativement traduire en français par “politruc”. La famine comme la maladie ont tout à voir avec la politique, étant donné que c’est via des décisions politiques que les ressources sont volées aux peuples qui souffrent ensuite des indignités de la misère.

Prenez par exemple...

Le Livre dit:

“A la sueur de ton visage

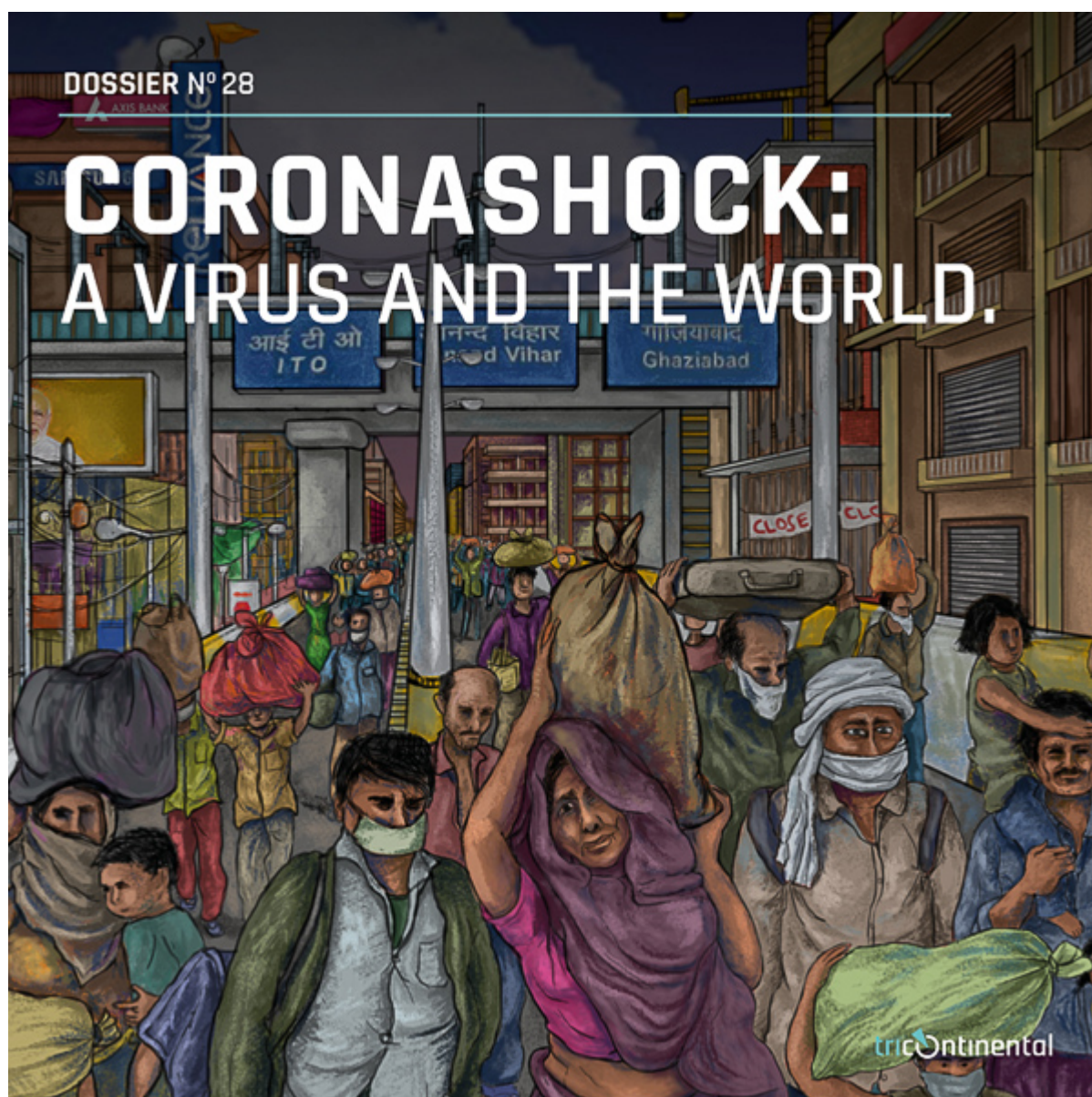
Tu gagneras le pain.”

Mais ne sais-tu pas
que d'une foule de personnes
coule une rivière de sueur
chaque jour
et qu'encore elles ne trouvent pas de pain
à manger?

La Politricks
c'est ce qui décide de cela

Poème original anglais :

“How I fe no deal with politics?
when Politricks a deal with me.
Take for instance...
the good book says
'By the sweat of your brow
you shall eat bread'
But don't you know
whole heap of people
a sweat rivers
every day
and still can't find no bread
to eat?
Politricks
is what decide that”



Vikas Thakur, 'Home', un rêve lointain pour les travailleurs migrants d'Inde, 2020.

Le **dossier no. 28** du Tricontinental : Institut pour la Recherche Sociale de mai 2020, *Le CoronaShock : un virus et le monde*, se focalise sur les politiques – ou les *politruks*– du moment. Le virus d'austérité et de servitude forcée à la dette a conduit à un ordre fragile dans la plupart des pays du monde, et qui s'est détérioré dans le contexte de la pandémie mondiale. Le dossier parcourt le cadre politique du néolibéralisme, qui a érodé les institutions sociales de base procurant soin et éducation, pour créer un monde dans lequel une finance contre-productive fait la loi et où une vaste plateforme de compagnies en ligne ont mis la main sur une large part de l'économie.

Avec l'Assemblée Internationale du Peuple, Tricontinental : Institut pour la Recherche Sociale a produit une **déclaration** en 16 points, qui comprend un allègement immédiat et des mesures à long-terme. Dans notre dossier le plus récent, nous analysons plus particulièrement l'une de ces propositions : l'appel à un Revenu

Universel de Base (RMB). Nous y exposons notre vision critique du plan de RMB, expliquant pourquoi cela doit être un plan universel pérenne et pourquoi il doit être financé par les taxes sur les plus riches et les profits et non pas en désactivant d'autres services sociaux pré-existants. Nous adoptons une approche socialiste du RMB, et soutenons que ce doit être un supplément aux autres aides sociales plutôt qu'une perpétuation du mythe du "pauvre méritant", qui différencie celui qui peut prétendre à l'aide de celui qui ne pourrait pas.

Le **Dossier n°28** est illustré par huit artistes de Cuba à la Malaisie qui se sont réunis pour offrir des images incarnant le Grand Confinement. Cette lettre d'informations présente une partie de leur travail.

https://d33wubrki0l68.cloudfront.net/df7c7e82e01716b793d3c218a2d29cf3a8412eb7/f7775/img/call_for_poster_1_en_video.mp4

Un appel aux artistes pour les expositions d'affiches anti-impérialistes.

La collaboration avec les artistes est un élément central de notre travail. Pour cette raison, nous avons créé un partenariat avec l'Assemblée Internationale du Peuple et la **semaine internationale de la lutte anti-impérialiste** (*International Week of Anti-Imperialist Struggle*) pour tenir une exposition d'affiches présentant différents concepts -capitalisme, néolibéralisme, guerre hybride, et impérialisme. **Appel à participation** à diffuser très largement.



Dar Yasin (Associated Press), Srinagar, Kashmir, 9 August 2019

Trois photographes de Associated Press – Dar Yasin, Mukhtar Khan, and Channi Anand – **ont remporté** un prix Pulitzer pour leur photographies sur les luttes au Kashmir. Veuillez trouver ici notre **Red Alert** (Alerte Rouge) sur le Kashmir.

Chaleureusement, Vijay.

Traduit par Claire Savina.